

Canada : l'aide au développement menacée

mardi 8 octobre 2019, par [NERENBERG Karl](#) (Date de rédaction antérieure : 3 octobre 2019).

Les dirigeants politiques canadiens n'aiment pas dire aux électeurs quels programmes ou services ils envisagent de supprimer. Ils préféreraient parler de l'efficacité et de la réduction des déchets.

Il semble que l'exception concerne les programmes et services destinés aux personnes qui ne vivent pas au Canada. C'est ainsi que le chef conservateur Andrew Scheer a promis de réduire de 1,5 milliard de dollars, ou 25%, l'aide au développement outre-mer (APD) du Canada.

Scheer prétend que Justin Trudeau dépense l'argent des contribuables canadiens pour « construire des routes et des ponts dans des pays étrangers » plutôt que pour des travailleurs canadiens.

Le chef conservateur ne veut évidemment pas paraître sans cœur, cruel et insensible, alors il déclaré que son gouvernement se concentrerait sur la réduction de l'APD destinée aux pays à revenus moyens et élevés, tels que le Brésil, le Mexique, l'Argentine et l'Italie, membre du G7. Un gouvernement conservateur continuerait, dit-il, à fournir une assistance aux pays les plus pauvres et les plus nécessiteux, ceux du groupe des moins avancés, tel que mesuré par l'indice de développement humain des Nations Unies.

Des affirmations ridicules et fictives sur l'aide aux pays riches et aux pays à revenu intermédiaire

Lorsqu'il a annoncé une réduction de 25% du budget de l'aide, M. Scheer a nommé 10 pays à revenus moyens et élevés, parmi lesquels figurent, outre ceux susmentionnés, la Turquie, la Russie, la Barbade et la Chine, auxquels il allait couper l'aide. Mais voici le hic. Au cours du dernier exercice financier, le Canada a consacré un total dérisoire de 22 millions de dollars à l'ensemble de ces ressources. Dans le cas de l'Italie, c'était environ deux millions de dollars pour l'assistance après le séisme.

Réduire ces 22 millions de dollars amènerait Scheer à moins de deux pour cent de son objectif de réduire *de 1,5 milliard de dollars* le budget de l'aide. Et où devrait-il chercher les 98 % restants ? Scheer et ses conservateurs n'auraient d'autre choix que de couper dans l'aide aux pays les moins avancés vers lesquels ils prétendent vouloir réaffecter des fonds.

En réalité, les conservateurs viennent de faire une promesse grossièrement irresponsable, sans les connaissances nécessaires pour l'expliquer.

Pour les conservateurs, l'aide au développement outre-mer, comme l'immigration ou la position du Canada sur le Moyen-Orient, est conçu pour attirer les votes en répandant la peur et le ressentiment.

Le bilan libéral est médiocre. Scheer ferait pire

Le paradoxe ironique de tout cela est que le bilan du gouvernement libéral a été une énorme

déception en ce qui concerne l'aide au développement outre-mer.

Pendant de nombreuses années, l'OCDE, dont le Canada est membre, et l'ONU ont recommandé que les pays riches consacrent au moins 0,7% de leur produit intérieur brut (PIB) à l'aide au développement. Il y a cinq décennies, en 1969, une commission présidée par l'ancien premier ministre libéral du Canada, Lester Pearson, réaffirmait cet objectif.

Et pourtant, le Canada n'a jamais été aussi loind'atteindre cet objectif. Le gouvernement libéral actuel dépense 0,28% de notre PIB en aide, soit moins que les conservateurs de Harper, qui ont investi 0,30%.

Le groupe McLeod, un groupe de réflexion composé d'experts en développement à Ottawa, a récemment réalisé une [étude sur l'aide à la démocratie et la lutte contre l'autoritarisme](#) dans les pays en développement. Cela montre que les libéraux ont complètement échoué à la hauteur de leurs attentes.

« À l'heure actuelle, le Canada n'a pas d'institution dont le mandat est de coordonner et de soutenir l'aide internationale du Canada à la démocratie », indique le rapport. « Le Bureau de la gouvernance démocratique, créé en 2006 au sein de l'ancienne Agence canadienne de développement international (ACDI), semble avoir été dissout. Droits et Démocratie, institution indépendante créée par le Parlement en 1988 pour défendre les droits de l'homme et promouvoir la démocratie world, a été aboli en 2012 par le gouvernement Harper, notamment en raison de ses travaux sur les droits des Palestiniens et sur l'accès à l'avortement pour les femmes. »

Étant donné le gâchis que le gouvernement Harper a créé dans ce dossier, on aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement Trudeau fasse mieux. Les experts de McLeod soulignent toutefois que les libéraux « n'ont pas réussi à se distinguer du gouvernement précédent ».

L'étude McLeod montre que le financement du développement démocratique par le gouvernement canadien a diminué au cours de la dernière décennie.

En 2004-2005, l'ACDI, maintenant abolie, a investi 341 millions de dollars dans la gouvernance et le développement démocratique. En 2017-2018, le gouvernement canadien a dépensé environ la moitié de ce montant, 169,5 millions de dollars.

Karl Nerenberg

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

[Karl Nerenberg, extrait d'un texte paru dans Rabble](#) 2 octobre 2019

<http://alter.quebec/canada-laide-au-developpement-menace/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses

diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)